



Les formes émergentes de résistance et d'alternative à une approche « classique » de l'économie de marché

Les systèmes de coopération territoriale. Partenariats entreprises associations ; portée et limites ; les alliances hybrides et la réforme de l'aide au développement. Pôles de coopération économique territoriale : l'ESS, du statut à l'esprit de coopération. Partenariats entre entreprises, districts industriels. Cloture des cycles de matière, l'écologie industrielle et territoriale. Substitution du service aux biens, l'économie de la fonctionnalité. Circuits courts et regain d'intérêt pour la valeur sociale de l'échange. Les monnaies locales et régionales : de l'expédient artisanal à une nouvelle approche de l'échange et de la monnaie

Le mouvement est déjà engagé. D'ores et déjà, des villes, des régions sont à la pointe de recherches, même quelquefois très empiriques, sur de nouveaux modèles de développement. On ne part pas de zéro. Le problème aujourd'hui qui nous est posé n'est pas tellement de révéler aux villes, aux territoires, l'urgence de cette invention, mais plutôt tout simplement d'aider à mettre bout à bout toutes ces innovations, de faire système comme on dit. Et, ce faisant, de changer d'échelle, en généralisant certaines innovations et en leur donnant plus de force, plus de cohésion interne.

C'est très fréquent dans l'histoire des sociétés. Face à des défis, beaucoup d'innovations fleurissent. Parce que partout, des gens sont en recherche, en recherche de dépassement des contradictions qu'ils vivent dans leur vie quotidienne. Ce ne sont pas forcément des intellectuels qui font ça, c'est une réaction saine, fondamentale. Je crois que notre première tâche, avant d'inventer du nouveau, est de repérer tout ce levain qui est en train de travailler la pâte. Je prendrai d'abord l'exemple des Pôles Territoriaux de Coopération Economique, les PTCE. Un mot nouveau, consacré par la récente loi sur l'économie sociale et solidaire, mais très intéressant parce qu'il montre un désir nouveau de dire : au-delà des entreprises, qu'elles soient entreprises classiques ou sociales et solidaires, l'esprit de coopération, l'esprit coopératif, ça ne se réduit pas à un statut. Il ne s'agit pas de dire : on a l'esprit coopératif, donc on fait une coopérative ouvrière. Mais c'est un esprit qui se met à irriguer toute la communauté. Du coup, un PTCE, ça doit être vu là aussi comme une étape de construction d'un capital immatériel, que l'on réinvestira plus tard dans autre chose. Si les parents se mettent à dire : on se met ensemble pour faire une crèche collective, eh bien ça se retrouvera dans d'autres domaines inattendus. On voit resurgir ce qui avait disparu après la guerre, les anciens se souviendront du mouvement des castors après la guerre: des gens qui se mettaient ensemble pour se construire un logement. Face à la crise du logement, on les voit resurgir sous un autre nom. Ils ne s'appellent plus castors, ils s'appellent coopératives d'habitants. On voit resurgir ce désir de mettre en commun les ressources, de créer sa petite centrale d'achat des matériaux, de mutualiser les compétences pour se mettre à produire ensemble ce que le marché ne nous fournira pas.

On voit, de manière plus récente, beaucoup de partenariats nouveaux se nouer entre entreprises et associations autour du commerce équitable, autour de la gestion de l'écosystème, autour de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. C'étaient deux mondes, rappelez-vous, il y a encore vingt ans qui soit s'ignoraient, soit ne pouvaient se percevoir qu'opposés les uns aux autres. D'un côté, la logique associative et sans but non lucratif. De l'autre, des entreprises capitalistes, ça ne pouvait que se heurter. On entend un peu partout dire : non, on a besoin des uns et des autres. Ce sont des apprentissages qui seront longs, qui passent quelquefois par des choses un peu ridicules où l'entreprise essaye plutôt de s'offrir une image de marque en affichant ses liens avec une association. Bien sûr qu'il ne faut pas prendre pour argent comptant tout ce qu'on raconte dans les plaquettes sur papier glacé, mais je peux vous dire qu'il y a une vraie recherche de ce qu'on appellera plus loin la coproduction du bien public.

Autre exemple bien connu, les districts industriels. On a voulu le faire à la française. Subitement, il y a quelques années, on a introduit le concept de « systèmes productifs locaux ». Très bien. Pourquoi pas. Mais fondamentalement, les districts industriels, c'est ce qui a été inventé en Italie, notam-

ment en Emilie-Romagne, qui a été la capacité d'acteurs économiques petits à coopérer ensemble pour aller conquérir des marchés internationaux, l'invention de complémentarités nouvelles entre les entreprises ou entre les entreprises et le système de formation ou pour le développement de services communs des entreprises. Ça va de la garde des enfants à la restauration ou à toute chose de ce genre. Des choses éventuellement très simples au départ, mais qui subitement sortent de cette idée d'individualisme des institutions ou d'antagonisme entre des institutions différentes, pour passer à un esprit de coopération, à une gestion des relations.

Autre exemple : le développement de l'idée d'écologie industrielle et d'écologie territoriale. D'où est venue cette idée ? C'est venu d'une réflexion d'ingénieur de l'automobile d'ailleurs, d'un ingénieur américain, il y a une vingtaine d'années. Quand on réfléchit à la richesse d'un écosystème, s'est-il dit, on s'aperçoit qu'un écosystème est d'autant plus riche que s'organisent des complémentarités, des symbioses entre des champignons et des arbres, entre des insectes et des mammifères, entre que sais-je. Au fond, un écosystème se développe, idée sur laquelle je reviendrai longuement plus tard, grâce à sa capacité à tirer le meilleur parti possible des ressources venant de l'extérieur. Ce qui suppose de fermer les cycles de matières. Les premières idées d'écologie industrielle, c'était de dire : au lieu que chaque entreprise importe des matières premières, rejette des déchets et les traite plus ou moins bien, si les déchets d'une entreprise étaient la matière première de l'autre ? Au fond, de dire : les écosystèmes naturels, c'est bien plus moderne que nos systèmes où chaque entreprise séparément construit son flux de matières. Ça a amené à découvrir par exemple que les entreprises, en moyenne, à l'époque, ignoraient la destinée d'au moins 30 % de la matière qui rentrait parce qu'avec la comptabilité, la gestion des stocks, tout ce qui était valorisé était compté au sou près et tout le reste, qui était présumé sans valeur, balancé dans l'atmosphère. On ne savait même pas ce que c'était devenu. A travers de tels constats élémentaires, ces entreprises ont été amenées d'une part à se poser la question de la gestion de leurs flux de matières, et d'autre part des *complémentarités* entre entreprises. Ce que les Chinois appellent maintenant économie circulaire : comment on ferme des cycles de matières ? On s'aperçoit alors que notre modernité n'en est pas une, que notre modernité a complètement ouvert les cycles, de l'azote, du carbone, etc., comme si la capacité à importer de la matière première et à rejeter des déchets était infinie. Voilà un mouvement qui est parti de manière extrêmement anecdotique, confidentielle, il y a moins de vingt ans, et maintenant qui vous est certainement déjà familier et que peut-être vous pratiquez déjà dans votre ville.

Apprendre à gérer les liens, les relatins, voilà le maître mot.

Autre exemple encore de ce nouveau souci de réduire la consommation de ressources non renouvelables d'énergies fossiles ou de matières premières, tout le mouvement de *l'économie de la fonctionnalité*. Ça passe par des choses extrêmement simples, comme par exemple l'auto-partage. Derrière, il y a l'idée de : comment est-ce qu'on remplace systématiquement les biens par des services ? J'ai connu encore l'époque où les gestionnaires de réseaux de chaleur étaient rémunérés au kilowatt vendu, rémunérés... sur la base de la consommation de ce qu'il fallait épargner. C'était comme ça, il y a quarante ans encore. Maintenant, on voit l'effort des gestionnaires pour dire : je vous vends un service de confort thermique. C'est ça le produit. C'est là-dessus que je veux être rémunéré et pas sur ce que j'ai dépensé que précisément il faudrait épargner.

Egalement, surprise pour quelqu'un qui reviendrait sur terre cinquante ans après et qui aurait connu l'urbanisation de l'année 60, intérêt pour l'agriculture urbaine. Agriculture urbaine ? Les gens disent : attends, ce sont des histoires de bobos ou bien de vagues histoires de jardins ouvriers oubliés dans un coin. Non, on s'intéresse de plus en plus à la question des systèmes alimentaires des villes, soit par production interne, soit pour se demander comment on fait face au gaspillage. La moitié de la nourriture est gaspillée. La moitié de la nourriture au bout du compte est gaspillée entre les produits frappés de péremption dans les hypermarchés jusqu'au gaspillage dans les cantines scolaires. Ça devient un sujet majeur de politique urbaine. Même si la démarche n'est pas toujours exempte de naïveté, on se repose sérieusement la question : la ville a toujours vécu avec son arrière-pays rural. Aujourd'hui, on est dans des chaînes alimentaires mondiales. Après tout, est-ce qu'il n'y a pas quelque chose à faire autour du « bien vivre » là-dessus ?

Le mouvement le plus symbolique de cet effort pour se réapproprier l'économie, c'est bien le développement des monnaies locales. C'est le fait de dire : très bien, il y a les échanges internationaux, il ne s'agit pas de se replier sur soi, mais si on trouvait le moyen malgré tout de relancer nos échanges locaux avec notre propre monnaie et de le faire avec les moyens les plus modernes, comme à Bristol en Angleterre où on peut payer par carte en livre de Bristol, ou i au Kenya avec le téléphone mobile, pour montrer que ce genre d'innovation sociale peut se produire dans des pays de développements technologiques extrêmement différents. Partons de cette observation opti-

miste d'un monde en train de s'inventer, dans lequel les territoires sont déjà en avance, sont en train de produire du capital immatériel quelquefois avec l'aide des municipalités, quelquefois contre elles. Il faut être à l'écoute de ce levain qui travaille la pâte de la société pour bien mesurer que pour l'instant, on est dans des étapes encore un peu réactives face à des crises, mais que le moment est venu de la transformer en un grand mouvement positif à l'échelle des territoires.

